

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 225 A (Cour de Justice)

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Au paragraphe 1^{er} :

1. ~~Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois européennes créant~~ Des tribunaux spécialisés adjoints au Tribunal de grande instance, chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques **peuvent être créés par une loi européenne**. Ils statuent soit sur proposition de la Commission après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission.

Explication éventuelle :

Formulation alignée sur celle de l'article 229. Par souci de sécurité juridique, il convient d'utiliser une même formulation dans l'ensemble de la section D.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 234(Cour de Justice)

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Remplacer le dernier alinéa par :

Si une telle question ~~est~~, soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale, ~~concernant~~ **a trait au titre** (= Espace de liberté, de sécurité et de justice) **et que la juridiction nationale motive d'une urgence particulière liée à la situation personnelle d'une partie au litige une personne détenue**, la Cour de justice statue ~~dans les plus brefs délais en priorité et selon~~ **une procédure d'urgence définie dans le règlement de procédure.**

Explication éventuelle :

Dans le domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, une décision préjudicielle urgente s'impose certes lorsqu'elle concerne une personne détenue mais aussi dans d'autres hypothèses (décisions en matière de garde d'enfants, décision en matière d'asile...)

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 230 (Cour de Justice)

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

1. La Cour de justice contrôle la légalité des lois européennes et des lois-cadres européennes, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Elle contrôle aussi la légalité des actes des agences et organes de l'Union qui produisent des effets juridiques vis-à-vis de tiers.
2. À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la Constitution ou de toute règle de droit relatif à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.

La Cour est également compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par une Région à pouvoirs législatifs pour autant que celle-ci ait été reconnue comme telle par l'Etat membre concerné et que l'acte faisant l'objet du recours entre dans ses compétences. L'Etat membre concerné indique, pour l'application de la présente disposition, dans une déclaration quelles sont les Régions à pouvoirs législatifs qu'elle reconnaît et quelles sont leurs compétences.

3. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des Régions, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.
 4. Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes **de portée générale** ~~réglementaires~~ qui la concernent directement sans comporter de mesures d'exécution.
 5. Les actes créant les organes et agences de l'Union peuvent prévoir des conditions et modalités spécifiques concernant les recours introduits par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou agences destinés à produire des effets juridiques.
 6. Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.
-

Explication éventuelle :

- L'amendement au paragraphe 2 prévoit la possibilité pour les Régions à pouvoir législatif – reconnues comme telles par l'Etat membre concerné -de former des recours contre les actes entrant dans leurs compétences
- L'amendement au paragraphe 4 reprend la proposition soutenue par une majorité des membres du Cercle de réflexion « Cour de Justice »

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 240bis(Cour de Justice)

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

La Cour de justice n'a pas de compétence au regard ~~des articles 29 et 30 de la Partie I et des dispositions~~ du chapitre I de la Partie **III** concernant la politique étrangère et de sécurité commune **que pour contrôler la légalité de l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de personnes et des actes de gestion.**

Explication éventuelle :

Les sanctions prévues dans le cadre de décisions PESC à l'égard de personnes doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle de légalité.